



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Mouvements sociaux

Question au Gouvernement n° 248

Texte de la question

MOUVEMENTS SOCIAUX

Mme la présidente . La parole est à M. Gabriel Amard.

M. Gabriel Amard . Ma question s'adresse au ministre de l'intérieur. En Macronie, la situation des travailleurs se dégrade chaque jour. Après avoir sacrifié les aides-soignants, les accompagnants d'élèves en situation de handicap, les enseignants, les retraités aux pensions modestes, vous avez trouvé une nouvelle cible : les chauffeurs de taxi, déjà écrasés par l'ubérisation et la flambée des prix. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP. – Mme Sandrine Rousseau applaudit également. – M. Ian Boucard s'exclame.*) Si rien n'est fait, leur rémunération pour le transport médical passera de 1,50 à 1 euro par kilomètre. Comme le dit M. Saïd Djili, taxi à Villeurbanne : « Les taxis ne font que répondre à une convention qu'ils ont signée et à une prescription médicale. Et la Cnam compte ne pas respecter sa signature ? »

Ces chauffeurs transportent des êtres humains, non des colis. Voulez-vous les obliger à prendre en charge plusieurs patients à la fois, transformant une course en tournée ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP. – Mme Sandrine Rousseau applaudit aussi.*) J'imagine les conséquences qu'une telle pratique aurait eues pour mon épouse, pendant ses mois de chimiothérapie et de radiothérapie.

Votre monde est un monde de malheur : travailleurs précaires, services publics détruits, conditions de soins inacceptables. Partout, la colère gronde. Entendez la voix populaire, les cheminots qui se mobiliseront le 11 décembre, les fonctionnaires qui le feront jeudi contre les jours de carence et les suppressions de postes ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) Les Français sont dans la rue ; vous, dans l'aveuglement. Hier encore, votre premier ministre s'illustrait en piétinant la démocratie.

M. Vincent Descoeur . Vous êtes, vous, de vrais démocrates !

M. Gabriel Amard . Après Élisabeth Borne, le monarque a trouvé son nouveau compteur à 49.3. Nous n'attendons plus rien de vous, ou plutôt une dernière chose : l'organisation d'une élection présidentielle anticipée. (*Exclamations sur plusieurs bancs des groupes EPR et DR.*) Y êtes-vous prêt, monsieur le ministre ? Nous, nous le sommes ! (Les députés du groupe LFI-NFP se lèvent et applaudissent.)

Mme Sandra Marsaud . Un poste de ministre avec beau-papa ?

M. Philippe Gosselin . C'est vous qui bordélisez le pays !

M. Pierre Cordier . Quelle était la question, au fait ?

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Bruno Retailleau, *ministre de l'intérieur* . Ainsi, le sort des catégories socioprofessionnelles que vous venez d'énumérer vous importe peu. (« *Eh oui !* » sur plusieurs bancs du groupe DR.) Votre question ne portait pas sur le fond (Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP), mais sur la tenue d'une présidentielle anticipée. C'est scandaleux ! (Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et DR ainsi que sur quelques bancs du groupe Dem.)

Je vais vous rassurer : le ministère de l'intérieur est une organisation formidable. Nous avons été en mesure d'organiser de façon très démocratique les législatives anticipées dans chaque circonscription ; nous sommes prêts à tout. Pour ma part, je suis issu de la famille gaulliste, attaché aux institutions de la Ve République. Les articles 6 et 7 de la Constitution disposent que le président de la République, démocratiquement et légitimement élu, exerce son mandat pendant cinq ans. (Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR et DR. – Mme Blandine Brocard applaudit également.) Avec votre idée de censure, vous voulez, au chaos économique et social, ajouter le chaos institutionnel. C'est inacceptable ! (Applaudissements sur les bancs du groupe EPR, DR, Dem et HOR. – Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.)

Données clés

Auteur : [M. Gabriel Amard](#)

Circonscription : Rhône (6^e circonscription) - La France insoumise - Nouveau Front Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 248

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 décembre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 4 décembre 2024